



Inflation alimentaire les consommateurs doivent relativiser

Une journaliste communiquait récemment avec moi afin de discuter de l'inflation alimentaire qui fait surface au Québec et ailleurs dans le monde. Son intérêt concernait les stratégies que le Québec, collectivement, et les consommateurs, individuellement, pourraient adopter pour contrer ce phénomène.

Il est vrai que l'inflation en alimentation s'installe doucement et devrait se manifester plus fermement dans les mois à venir chez nous. Les causes sont connues, en passant des sécheresses en Australie, à l'appétit des Américains pour l'éthanol-maïs, à la hausse des coûts d'énergie et à la hausse de la demande de protéine animale de la part des pays en émergence, telle la Chine. Toutefois, cet appel m'a rendu quelque peu inconfortable puisque les questions de cette journaliste sous-tendent que l'inflation alimentaire serait un problème au Québec. Or, il est important que les consommateurs québécois relativisent le tout.

Premièrement, le consommateur québécois déboursait 28 % plus d'argent en 2006 en dépenses automobiles qu'en épicerie. Depuis 1997, la croissance des dépenses liées au transport automobile a augmenté de 44 %, alors que celles en épicerie augmentaient de 16 % pour la même période. Pas étonnant, puisque le budget alimentaire occupe moins de 12 % des dépenses des ménages québécois. Entre vous et moi, si vous aviez à choisir ce que vous pouvez apporter sur une île déserte, que choisiriez-vous, votre « char » ou de la nourriture? De plus, en 2006, près du quart (25 %) des dépenses alimentaires des ménages québécois se font dans les restaurants. La facture d'épicerie ne semble donc pas être un grand stress financier pour le consommateur québécois. Il est vrai qu'une inflation alimentaire peut toucher lourdement les plus démunis, mais comme société nous devons travailler davantage du côté des revenus plutôt que des dépenses afin d'améliorer le quotidien de ceux qui sont dans cette situation.

Il demeure que les prix des produits agricoles et des aliments ont augmenté beaucoup plus faiblement que l'inflation au cours des dernières années, et ce, alors que les revenus des ménages étaient en hausse. Cette situation reflète les importants gains de productivité que la filière agroalimentaire a réalisés et qu'elle a transférés aux consommateurs. Toutefois, elle reflète également une surproduction chronique sur le plan international pour plusieurs denrées agricoles, qui s'est traduite par des prix souvent sous le coût de production. Les gouvernements occidentaux ont donc dû compenser par la mise en place de programme catastrophe et de subvention pour maintenir leur agriculture en vie, avec tous les problèmes d'incitatif et de répartition que cela peut occasionner. En fait, une hausse du prix du panier d'épicerie nous rapprochera davantage du prix véritable des aliments.

Pour les consommateurs susceptibles de paniquer devant une éventuelle hausse du panier d'épicerie, il y a encore un peu d'espoir. En effet, une récession aux États-Unis pourrait se répercuter sur la croissance de la Chine et sur l'économie d'autres pays émergents. Cela aurait pour effet de réduire la progression de la demande de protéines animales, réduisant du coup la pression à la hausse des prix des denrées agricoles. De plus, une économie qui tourne moins vite consomme moins de matière première, ce qui à son tour pourrait induire une baisse du prix de l'énergie et des fertilisants, réduisant d'autant plus la pression sur les prix des denrées agricoles. Toutefois, une récession américaine est généralement une très mauvaise nouvelle pour l'économie canadienne. Une hausse de notre panier d'épicerie serait, après tout, peut-être un moindre mal.

Alors prochainement, si vous êtes tenté comme consommateur de piquer une colère devant une hausse de coût de votre panier d'épicerie, rappelez-vous que somme toute, votre alimentation occupe une faible partie de votre budget et comme le disait Hippocrate : « *Que ton premier médicament soit ton aliment.* » Et s'il vivait aujourd'hui, il ajouterait sûrement « *... alors que ta voiture n'est qu'un futur tas de ferraille* ». Bref, tout est relatif!

Le prof Doyon

Maurice Doyon est professeur agrégé et directeur du programme de maîtrise au Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation de l'Université Laval. Il est également membre du Centre de Recherche en Économie agroalimentaire (CRÉA) au même département, professeur auxiliaire à l'Université du Maine, chercheur associé du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations à Montréal et chercheur associé de l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels. Détenteur d'un doctorat en économie appliquée de l'Université Cornell, ainsi que d'une maîtrise de la même institution, M. Doyon a obtenu plus de quinze bourses et distinctions tout au long de son cheminement académique.